

Sevran

À Sevran, le maire EELV Stéphane Gatignon réclame toujours une réforme des finances et de la fiscalité locale : une hausse de la péréquation financière, afin de pouvoir contrer la baisse des dotations de l'État.

Écho : Il y a deux ans, vous faisiez une grève de la faim pour dénoncer la situation critique des finances de votre ville. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Stéphane Gatignon : Il y a deux ans, je réclamaux les 5 M€ que l'État devait à la ville de Sevran, somme que nous avons avancée à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) et 5 M€ de dotation supplémentaire, sans quoi, la ville ne pouvait pas boucler son budget 2013. Le remboursement des sommes dues par l'Anru et les 4,7 M€ de dotation consentie nous ont permis d'avoir de la trésorerie et de retrouver une capacité d'auto-financement, pour rembourser les emprunts et assurer les salaires. Depuis 2013, la situation reste correcte à Sevran mais cela ne règle pas le fond du problème : la baisse des dotations de l'État aux collectivités, qui impacte forcément notre ville.

C'est aussi ce que je dénonçais en faisant grève de la faim, en réclamant davantage de subventions pour les communes les plus pauvres, notamment une revalorisation de la Dotation de solidarité urbaine (DSU). Aujourd'hui, quand on additionne les différentes aides auxquelles la ville a droit, oui, on s'en sort de justesse. Mais il nous faut anticiper et contrer cette baisse des aides de l'État, qui sera pire encore en 2015. Pour cela, ce que je demande - et c'est mon combat quotidien - c'est une hausse de la péréquation financière. Il y a trop d'inégalités aujourd'hui entre les communes de la Petite couronne parisienne.

Votre ville touche de nombreuses aides financières, la Cour régionale des



« La ville va totalement se transformer en 10-15 ans », Stéphane Gatignon, maire EELV. © Ville de Sevran

Une ambition : faire peau neuve

nos quartiers, 10 % de la population a moins de six ans, 25 % a moins de 15 ans. Comment assurer alors une politique de l'école forte, comment gérer les crèches et le personnel avec moins d'argent ?

Les dotations sont-elles les seules ressources de la ville de Sevran ?

Sevran est une ville populaire de 51 000 habitants et n'a que très peu de rentrées fiscales, faute d'entreprises sur son territoire. Notre budget de fonctionnement est en moyenne 30 % moins élevé que celui des communes de taille

Paris, on va droit dans le mur et vers un blocage institutionnel. Le Grand Paris ne doit pas être une alliance de communes mais un seul et unique territoire, avec une fiscalité propre. Pour moi, le gouvernement n'est pas allé assez loin dans sa réforme territoriale : revoir les compétences des régions, proposer la fusion des communes (passer de 36 000 communes à 7 000 ou 6 000 comme en Allemagne), là sont les vraies questions. J'ai toujours dit que le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), qui doit redonner aux entreprises des marges de manoeuvres pour investir, n'apporte rien aux TPE et PME. Or ce sont elles, les entreprises de moins de cinq salariés, très porteuses d'emplois, qu'il faut décharger.

Vous avez lancé fin novembre la 1^{ère} rencontre « Innovation et territoires » à Sevran. Quel en était l'objectif ?

Nous devons relancer l'activité à Sevran, faire venir les entreprises. Cette rencontre a été l'occasion de montrer ce qui se fait sur notre territoire en termes d'innovation. Pour cette première, nous avons accueilli des acteurs économiques et institutionnels locaux comme Microsoft France (notamment son directeur de l'Innovation, Maxime Lessere), la Société du Grand Paris, Debitex, Taxis Bleus et SFR...

L'occasion d'envisager le lien entre innovations et territoires et sa déclinaison à Sevran, de cristalliser les entreprises qui sont ici et d'en pousser d'autres à venir, avec un foncier peu cher. Microsoft a d'ailleurs signalé son intérêt pour participer à la création d'un incubateur d'entreprise dans notre ville (1/3 des jeunes sevranais souhaitent créer leur boîte, NDLR). Avec l'arrivée de deux sta-

tions du Grand Paris Express et le projet « Terre d'Avenir », Sevran s'inscrit dans une logique de territoires à fort potentiel de la future métropole de Paris. Question aménagement, la ville va totalement se transformer.

Comment préparez-vous ce grand réaménagement de la ville ?

Ce ne sera pas simple à gérer, deux énormes chantiers en même temps. Mais ces gares sont l'occasion de faire peau neuve pour la ville. Nous voulons bien sûr profiter de leur arrivée pour dynamiser les quartiers, pour le commerce. Le projet « Terre d'avenir », inscrit au contrat de développement territorial (CDT) Est-Saint-Denis (qui regroupe les villes de Sevran, Aulnay-sous-Bois, Clichy-sous-Bois, Montfermeil et Livry-Gargan, NDLR), prévoit l'aménagement de 150 hectares dans plusieurs quartiers de la ville. Tout un pôle commercial, numérique et économique est prévu aux Beaudottes, autour du centre commercial, que nous souhaiterions rénover et agrandir, pour construire des bureaux à l'étage, par exemple. Nous devons encore convaincre les financeurs et surtout Klepierre, l'actuel propriétaire du centre-commercial.

Nous venons de signer avec l'EPA Plaine de France (établissement public d'aménagement du nord-est parisien, NDLR) un protocole de partenariat pour la phase pré-opérationnelle du projet. Nous devons réussir à mettre ce projet sur les rails avant 2016, avant de nous retrouver dans l'inertie administrative de la Métropole du Grand Paris, où les maires vont perdre les compétences de l'urbanisme.

Propos recueillis par LC

“ Le Grand Paris ne doit pas être une alliance de communes mais un seul et unique territoire, avec une fiscalité propre ”

comptes d'Ile-de-France jugeait très sévèrement d'ailleurs sa gestion dans son rapport publié en 2012.

Nous présenterons lors du prochain Conseil municipal l'analyse financière de Sevran sur la période 2009 à 2013. Ce rapport, qui vient de nous être remis par la trésorière payeur, présente « une situation financière délicate qui s'améliore néanmoins ». Aujourd'hui encore, nous avons très peu de marge de manoeuvre : la nouvelle géographie prioritaire décidée en 2014, qui s'appuie désormais sur le carroyage, aura pour conséquence une baisse des subventions que nous touchons : à Sevran, près de 40 % de la population n'est plus classée en zone prioritaire ! Le carroyage ne tient pas compte de la démographie, or dans

équivalente ! Nous aussi, cherchons des économies là où nous pouvons en faire : en 2015, nous supprimons les voeux du maire, ce qui devrait nous permettre d'économiser 200 000 euros. Nos investissements vont être revus à la baisse, pas plus de 20 M€.

Vous dénoncez cette politique très dure envers les villes mais l'opposition à Sevran vous reproche de continuer à soutenir le gouvernement Valls...

Je préfère encore un gouvernement de gauche qu'un gouvernement de droite : la gauche, c'est 50 milliards d'euros d'économies ; la droite annonce plus de 100 milliards. Ce qui ne m'empêche pas de dire ce qui ne va pas ! Exemple : sur la structure de la Métropole du Grand